

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.25
22 novembre 1974

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, qui ont été communiqués par les gouvernements en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

NOUVELLE-ZELANDE

I. EXPOSE LIMINAIRE CONCIS DES POLITIQUES GENERALES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL AYANT CONTRIBUE SENSIBLEMENT, AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973, A ASSURER LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

La Nouvelle-Zélande a eu la bonne fortune d'avoir des législateurs éclairés, qui ont tenu à concrétiser dans des lois de grande portée, ayant pour objet de garantir le progrès matériel, intellectuel et spirituel de tous les habitants, sans discrimination, l'esprit égalitaire qui s'est manifesté dès les premières années de l'histoire de la nation. Par certaines de ses lois, la Nouvelle-Zélande a montré la voie au reste du monde : c'est ainsi qu'elle a été le premier pays à accorder le droit de vote aux femmes (en 1893) et à instaurer le droit à la retraite.

Malgré ces initiatives d'ordre législatif, il a fallu attendre la réunion, en 1969, d'une conférence nationale du développement pour voir les premières tentatives de planification générale du développement national. Le Conseil national du développement (National Development Council), créé après la Conférence, a été chargé de donner au gouvernement, par l'intermédiaire d'un certain nombre de sous-comités composés d'experts de l'administration, du commerce, de l'agriculture et de représentants de nombreux autres groupes d'intérêts, des conseils sur un grand nombre de questions d'ordre économique, social et culturel.

La situation des personnes ou groupes de personnes dont les droits doivent être particulièrement protégés est brièvement décrite dans la section III du présent rapport. Selon qu'il y a lieu, les lois adoptées au cours de la période considérée sont également indiquées.

On trouvera ci-après un exposé sur deux lois sociales récentes qui intéressent des secteurs plus grands de la communauté et qui ne peuvent, en raison de leur portée, être classées sous l'une des rubriques prévues.

A. LOI DE 1972 SUR LA REPARATION DES ACCIDENTS (THE ACCIDENT COMPENSATION ACT 1972)

La loi de 1972 sur la réparation des accidents est entrée en vigueur le 1er avril 1974. Depuis cette date aucun tribunal néo-zélandais ne peut être saisi d'une demande de réparation pour lésion corporelle (même dans le cas où la lésion entraîne le décès) consécutive à un accident survenu en Nouvelle-Zélande le 1er avril 1974 ou après. La loi porte création de trois régimes d'indemnisation des personnes atteintes d'une lésion corporelle consécutive à un accident, régimes qui se substituent au système des poursuites en justice en vue d'obtenir réparation en cas de lésion corporelle.

Dans le cadre du régime de protection des travailleurs, et sous réserve de quelques exceptions, tous les travailleurs - qu'ils soient travailleurs indépendants ou salariés - ont droit à réparation pour toute lésion corporelle consécutive à un accident; le montant de la réparation est calculé en fonction de ce qu'ils gagnaient avant l'accident, que celui-ci ait eu lieu ou non pendant leur travail.

Dans le cadre du régime de protection en cas d'accident de véhicules à moteur, une réparation est prévue pour les personnes atteintes d'une lésion corporelle consécutive à l'accident. L'intéressé, s'il s'agit d'un travailleur, n'est cependant pas pour autant privé de l'indemnisation à laquelle le régime de protection des travailleurs lui donne droit.

Dans le cadre du troisième régime, connu sous le nom de régime complémentaire, une indemnisation est prévue pour les personnes qui souffrent d'une lésion corporelle consécutive à un accident survenu dans des circonstances auxquelles ne s'appliquent ni les dispositions du régime de protection des travailleurs, ni celles du régime de protection en cas d'accident de véhicules à moteur.

Il faut préciser ici que la protection prévue par la loi considérée n'est pas accordée en fonction de la nationalité : toute personne qui, à la suite d'une lésion corporelle consécutive à un accident, constitue un cas relevant de l'un des trois régimes, a droit à cette protection du fait de sa seule présence en Nouvelle-Zélande. Cette protection est garantie 24 heures sur 24.

La loi prévoit un régime très complet d'indemnisation, reconnaissant ainsi la responsabilité générale de la collectivité en cas d'accidents et son obligation de dédommager les victimes.

La loi prévoit notamment ce qui suit :

- a) L'indemnisation immédiate, sans qu'il soit besoin d'établir qu'il y a eu faute, de toute personne atteinte d'une lésion consécutive à un accident, quel que soit l'endroit où celui-ci a eu lieu;
- b) Le droit de l'intéressé à obtenir réparation non seulement au titre d'une incapacité physique permanente, mais aussi au titre d'une perte de revenus - cette indemnisation étant calculée sur la base de ses gains;
- c) Un ajustement périodique - en fonction des variations de la valeur de l'argent - du barème des indemnités versées aux personnes atteintes d'une lésion corporelle;
- d) La réadaptation physique et professionnelle de l'intéressé.

B. LA LOI DE 1969 SUR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE (LEGAL AID ACT 1969) a été promulguée pour remplacer la loi de 1939, afin que les personnes à revenus faibles ou moyens puissent bénéficier plus facilement de l'assistance judiciaire. Elle porte création d'une commission de l'assistance judiciaire, d'une autorité de recours et de comités de district pour l'assistance judiciaire et sa section 15 prévoit, à quelques exceptions près, qu'il est possible de bénéficier de l'assistance judiciaire :

- pour toutes poursuites civiles devant les Magistrates' Court (Tribunal de simple police);
- pour toutes plaintes déposées devant les tribunaux pour enfants;
- pour toutes poursuites civiles devant la Cour suprême à l'exception des poursuites intentées au titre de la loi de 1963 sur le mariage et ses modalités; (Matrimonial Proceedings Act);

- pour les poursuites intentées au titre du Matrimonial Proceedings Act de 1963 portant uniquement sur des actions accessoires en réparation (auxiliary relief);
- pour toutes les poursuites devant le tribunal chargé des questions d'indemnisation (Compensation Court);
- pour tous appels devant la Cour suprême et la Cour d'appel concernant les poursuites civiles et les procédures dans les affaires de mariage, autres que les appels interjetés au sujet du Matrimonial Proceedings Act de 1967;
- à certaines exceptions près pour tous appels interjetés devant le Privy Council (Conseil privé de la Reine).

II. INFLUENCE DES INSTRUMENTS DES NATIONS UNIES CONTENANT DES PRINCIPES ET DES NORMES RELATIFS A LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS ET, EN PARTICULIER, MESURES PRISES POUR APPLIQUER LESDITS INSTRUMENTS AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973

Il est en général difficile d'évaluer dans quelle mesure les politiques relatives aux droits économiques, sociaux et culturels ont été influencées par des instruments des Nations Unies. Une très grande partie des principales lois néo-zélandaises relatives à la protection sociale ont été adoptées avant la Charte et les pactes des Nations Unies ou ont été mises au point au même moment que les principes étaient formulés dans des forums internationaux.

Bien que les lois et pratiques existant en Nouvelle-Zélande aient été considérées comme conformes aux principes énoncés dans la question IV, il existe toutefois certaines dispositions relatives à des domaines à propos desquels, antérieurement, il n'avait pas été jugé nécessaire d'adopter une législation particulière. En 1972, la loi sur les relations entre les races (Race Relations Act) a été adoptée afin d'assurer le plein respect de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale avant sa ratification. Divers aspects de cette loi sont examinés dans les sections III A et G et à la section IV.

A l'heure actuelle les autorités néo-zélandaises étudient les conventions de l'OIT, en particulier celles qui se rapportent à l'emploi des femmes, afin d'aligner la législation néo-zélandaise sur la pratique des Nations Unies.

III. FAITS NOUVEAUX IMPORTANTS SURVINUS AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973 CONCERNANT LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET INDICATION, LE CAS ECHEANT, DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES, MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTS ADMINISTRATIFS PROMULGUES AINSI QUE LES DECISIONS JUDICIAIRES RENDUES PENDANT CETTE PERIODE

A. DROIT AU TRAVAIL

1. Droit au libre choix de l'emploi

Tout être humain peut prendre un emploi disponible, quel qu'il soit, pour lequel il est qualifié. Toutefois, l'accès à certaines professions qui exigent un minimum de qualifications est assujéti à des restrictions mais, en général, tout le monde a la possibilité d'obtenir de telles qualifications. La loi de 1971 sur les relations entre les races (Race Relations Act 1971), tendant à affirmer et à favoriser l'égalité entre les races en Nouvelle-Zélande, applique les dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Elle porte notamment sur la discrimination dans le travail pour des motifs de couleur, de race ou d'origine ethnique ou nationale.

En vertu de l'article 5 de cette loi, il est illégal pour un employeur ou son représentant de refuser ou d'omettre d'employer une personne quelconque pour un travail pour lequel elle est qualifiée, de refuser ou d'omettre d'offrir ou d'accorder à une personne quelconque les mêmes conditions d'emploi, les mêmes conditions de travail et les mêmes possibilités de formation et de promotion que celles dont peuvent bénéficier des personnes pourvues des mêmes qualifications et exerçant, dans les mêmes conditions, un emploi du même type, ou de licencier une personne quelconque alors que dans des circonstances analogues, d'autres personnes employées par ce même employeur pour un travail du même type ne sont pas ou ne seraient pas licenciées, pour des motifs de couleur, de race ou d'origine ethnique ou nationale.

De même, il est illégal pour toute personne travaillant dans un bureau de placement de faire preuve de discrimination à l'égard de quiconque, de la façon et pour les raisons exposées ci-dessus. Toutefois, il est légal de refuser d'employer une personne en raison de son origine nationale si l'emploi en question touche à la sécurité de la Nouvelle-Zélande.

Il est illégal de publier ou d'exposer toute publicité ou avis indiquant ou pouvant raisonnablement être interprété comme indiquant une intention de violer cet article de la Loi. La loi sur les relations entre les races fait l'objet d'un examen plus approfondi à la section IV du présent rapport.

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables

Les conditions de travail d'une fraction considérable de la population active néo-zélandaise sont régies, directement ou indirectement, par les dispositions de nombreuses lois qui sont entrées en vigueur avant la période sur laquelle porte le présent rapport. Les personnes exerçant un type d'emploi qui n'est pas explicitement visé par un texte de loi sont en général protégées comme il convient par la loi de 1962 sur la fonction publique (State Services Act) et par les textes de loi supplémentaires relatifs à la fonction publique qui ont été promulgués à la fin des années 50 et au début des années 60.

C'est le Ministère du travail qui a les responsabilités d'ensemble les plus importantes en matière de prévention des accidents dans le secteur industriel et pour ce qui est de veiller au bien-être, à la santé et à la sécurité de toutes les personnes visées par les dispositions de la loi de 1944 sur les fabriques (Factories Act), de la loi de 1959 sur la construction (Construction Act) et de la loi de 1950 sur les machines (Machinery Act).

Les textes législatifs ci-après ont été promulgués au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 :

Loi de 1971 sur le tribunal du travail aéronautique (Aircrew Industrial Tribunal Act 1971) portant création d'un tribunal appelé à déterminer les conditions d'emploi des équipages des lignes aériennes néo-zélandaises ainsi qu'à fournir des moyens de conciliation, à rendre des sentences arbitrales et à régler les réclamations personnelles.

Loi de 1969 sur la rémunération et les conditions d'emploi dans l'administration nationale (State Services Remuneration and Conditions of Employment Act 1969) qui fixe les taux de rémunération et définit les conditions d'emploi des fonctionnaires et établit certains tribunaux à cet effet. Les conditions de travail pouvant être fixées en vertu de ladite loi sont détaillées et comprennent :

- a) le congé annuel et les congés spéciaux, les congés de maladie, les vacances, l'horaire de travail ordinaire et le nombre d'heures de travail au-delà duquel doit s'appliquer le tarif des heures supplémentaires;
- b) les taux de rémunération et les conditions exigées en ce qui concerne le salaire minimal, les heures supplémentaires, le temps de transport, le temps passé debout, le travail de nuit, le travail d'équipe et les travaux spéciaux, et en ce qui concerne le travail le samedi, le dimanche, les jours fériés et à tout autre moment en dehors des heures normales de service;
- c) les taux minimaux de rémunération pour les employés adultes et pour les employés mariés;
- d) les indemnités d'éloignement, les indemnités de résidence, les indemnités pour travail salissant et autres indemnités relatives aux conditions de travail;
- e) les primes d'outillage et les indemnités telles que les primes supplémentaires correspondant à des catégories ou conditions de travail qui justifient le paiement de ces primes et indemnités;
- f) les frais de voyage, les indemnités de secours et de logement, les primes de travail, de nuit, de repos, de camp, de mutation et de repas;
- g) les conditions régissant la fourniture d'uniformes et de vêtements spéciaux de travail;
- h) en ce qui concerne uniquement les chemins de fer néo-zélandais, le paiement d'indemnités aux équipes des motrices et locomotives, en fonction du kilométrage parcouru au cours d'une période de travail et les conditions à remplir pour pouvoir voyager gratuitement ou à tarif réduit;
- i) en ce qui concerne uniquement les forces armées, également toutes les indemnités, subventions, primes et autres paiements analogues, y compris les indemnités versées outre-mer, conformément aux conditions de service dans les forces armées.

3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

La plupart des employés de l'industrie néo-zélandaise, à l'exception de ceux qui occupent des postes de direction élevés, bénéficient d'une garantie de l'emploi découlant des décisions et des accords qui ont été négociés par leurs syndicats respectifs et par des représentants des employeurs intéressés. Ces décisions et accords contiennent invariablement une clause relative au licenciement des employés et à la cessation de leur service. En règle générale, un contrat de travail demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par l'employeur ou par l'employé, ou de commun accord. Lorsqu'il s'agit d'un emploi permanent, la décision ou l'accord prévoit généralement un délai de préavis minimum.

Si la décision ne prévoit rien en ce qui concerne la perte de salaire subie lorsque le licenciement ne s'est pas effectué conformément aux dispositions prévues, l'employé peut obtenir réparation en intentant notamment une action en dommages et intérêts devant le tribunal compétent (Magistrate's Court).

Le texte législatif régissant les accords et décisions est la loi de 1973 sur les relations professionnelles (Industrial Relations Act 1973). Cette loi prévoit le règlement des "réclamations personnelles", par exemple lorsqu'un employé a le sentiment qu'il a été licencié injustement. Toute décision ou accord doit contenir une disposition permettant de donner suite à une réclamation de ce genre.

Lorsqu'une personne se trouve sans emploi à un moment quelconque, elle peut, en vertu de la politique du Gouvernement néo-zélandais en matière d'indemnités et de pensions, toucher une indemnité de chômage qui compensera toute diminution de ses revenus et recevoir une aide supplémentaire si ses revenus ou ses ressources financières ne lui permettent pas de subvenir à ses besoins courants et à d'autres dépenses.

4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente

Pendant de nombreuses années, les salaires et traitements de la majorité des employés ont été déterminés dans le cadre d'un système de conciliation et d'arbitrage complété par des ordonnances générales sur les salaires. La moitié environ des salariés néo-zélandais sont soumis à des décisions et à des accords salariaux relevant de la loi de 1973 sur les relations professionnelles (Industrial Relations Act 1973).

Cette loi reconnaît certains facteurs dont il n'avait pas été tenu compte ou dont il n'avait été tenu compte qu'en partie, dans la législation antérieure.

La loi de 1969 sur les ordonnances générales en matière de salaires a institué, de temps à autre, de nouveaux moyens de promulguer des ordonnances générales dans ce domaine. Auparavant, c'était le tribunal arbitral qui promulguait des ordonnances générales en matière de salaires conformément aux règlements de stabilisation économique. La nouvelle loi a pour objet d'améliorer le système d'ordonnances générales en matière de salaires qui est désormais démodé et inefficace. Les critères dont

le tribunal doit tenir compte pour déterminer s'il y a lieu ou non de promulguer une ordonnance sont les suivants :

1. Augmentation ou diminution des prix de détail.
2. Les conditions économiques influant sur les finances, le commerce et l'industrie.
3. Augmentation ou diminution de la productivité, ainsi que du volume et de la valeur de la production.
4. L'évolution relative des revenus de différentes catégories de la population.
5. Augmentation ou diminution des taux minimaux de rémunération.
6. Toute autre question que le tribunal estime pertinente.

La nouvelle loi fournit au tribunal de nouvelles directives pour le guider dans l'évaluation des critères énoncés ci-dessus en stipulant, au paragraphe 2 de la section 3, que tout examen devra avoir pour but :

- a) de maintenir et promouvoir le niveau de vie, dans la mesure où l'économie peut supporter un tel ajustement;
- b) de promouvoir l'harmonie dans les relations professionnelles;
- c) de maintenir et promouvoir les exportations industrielles de la Nouvelle-Zélande.

En vertu de la dernière ordonnance générale sur les salaires, promulguée le 1er juillet 1974, les salaires et traitements de tous les employés ont été augmentés de 9 %.

5. Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail égal sans discrimination aucune

La loi sur l'égalité de rémunération (Equal Pay Act), promulguée en 1972, vise à éliminer et prévenir toute discrimination fondée sur le sexe en ce qui concerne les taux de rémunération des travailleurs. En vertu de cette loi, les taux de rémunération des travailleurs féminins doivent être alignés sur ceux des travailleurs masculins en cinq étapes annuelles, entre 1972 et 1977.

On trouvera dans les sections IV et V du présent rapport une analyse de l'application de la loi de 1960 sur l'égalité de rémunération dans la fonction publique qui porte sur la catégorie de travailleurs non visée par les dispositions de la loi de 1972.

6. Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée de travail et aux congés payés périodiques

Aucune loi n'a été adoptée récemment dans ce domaine, mais, depuis 1946, la plupart des employés bénéficient d'une semaine de travail de 5 jours et de 40 heures. En fait, la loi sur les relations professionnelles stipule qu'aucun accord entre employés et employeurs ne doit prévoir une semaine de travail de plus de 40 heures et de cinq jours. Tous les employés ont deux semaines de congés payés par an, mais en fait beaucoup bénéficient plus que les deux semaines prévues comme minimum.

7. Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix

Le système néo-zélandais de conciliation et d'arbitrage repose sur l'enregistrement volontaire des syndicats et des associations de travailleurs. La loi de 1973 sur les relations professionnelles a simplifié et unifié les procédures élaborées en vertu de l'ancienne loi sur la conciliation et l'arbitrage industriel, de façon à les faire correspondre aux besoins actuels. Les insuffisances de la législation antérieure, qui ont influé sur la formulation de la nouvelle loi, sont mentionnées à la section V du présent rapport.

En vertu de la section 104 de la loi sur les relations professionnelles, toute personne qui, du fait de l'emploi qu'elle occupe ou qu'elle a l'intention d'occuper, appartient à la catégorie de travailleurs susceptibles de faire partie d'un syndicat donné, et dont la conduite est en général bonne, a le droit de devenir membre du syndicat en question; en outre, si les règles d'un syndicat sont incompatibles avec les dispositions de cet alinéa, elles sont considérées comme nulles et non avenues. Cependant, personne n'est obligé de s'affilier à un syndicat, et on peut en être dispensé pour des motifs de conscience.

La section 163 de la loi prévoit que, sous réserve du respect de certaines règles, toute association de personnes légalement constituée aux fins de protéger ou de favoriser les intérêts des employeurs ou, selon le cas, des travailleurs, et se livrant à une activité professionnelle particulière ou à des activités professionnelles connexes en Nouvelle-Zélande, peut, aux termes de la loi en question, être enregistrée en tant qu'association professionnelle d'employeurs ou, suivant le cas, de travailleurs.

8. Droit de grève

Le droit de grève est admis en droit coutumier mais il est limité par des dispositions réglementaires. La loi de 1973 sur les relations professionnelles prévoit que, dans un certain nombre de branches d'activité explicitement désignées se rapportant à des services essentiels, nul n'a le droit de se mettre en grève sans avoir communiqué à son employeur, un mois au plus et quatorze jours au moins avant d'entamer ladite grève, un préavis de grève signé. La loi n'interdit cependant pas aux travailleurs d'avoir recours à d'autres méthodes pour cesser de travailler, comme ils en ont le droit, et la majorité des arrêts de travail dans l'industrie (par exemple les réunions entraînant des arrêts de travail) peuvent avoir lieu en toute liberté.

B. DROIT A LA SECURITE SOCIALE, Y COMPRIS AUX ASSURANCES SOCIALES EN CAS DE CHOMAGE, DE MALADIE, D'INVALIDITE, DE VEUVAGE, DE VIEILLESSE OU DANS LES AUTRES CAS DE PERTE DES MOYENS DE SUBSISTANCE PAR SUITE DE CIRCONSTANCES INDEPENDANTES DE LA VOLONTE

Un système perfectionné de prestations et de pensions existait déjà en Nouvelle-Zélande depuis de nombreuses années avant la période considérée. La politique des pouvoirs publics protège chaque membre de la communauté de toute perte ou réduction de ses revenus par suite de vieillesse, d'invalidité, de veuvage, du décès des parents, de chômage ou d'autres circonstances indépendantes de sa volonté. La nouvelle loi sur la réparation des accidents est examinée dans la section I ci-dessus. L'unique objet de ce texte est de garantir un revenu aux personnes qui, atteintes d'une lésion corporelle consécutive à un accident, se voient privées de la totalité ou d'une partie de leur source de revenus habituelle.

Quiconque atteint l'âge de soixante ans a droit à une allocation vieillesse à condition de remplir les conditions voulues en ce qui concerne le lieu de résidence et le niveau des revenus. Les femmes célibataires ayant entre 55 ans et 60 ans et qui, pour une raison quelconque, ne peuvent travailler régulièrement ont également droit à une allocation vieillesse. Les personnes âgées de 65 ans qui remplissent les conditions prescrites en ce qui concerne le lieu de résidence ont droit à une pension de retraite quelle que soit leur situation financière. A l'heure actuelle, le Parlement est saisi d'un projet de loi visant à obliger les employeurs à verser des cotisations à une caisse de retraite.

Toute personne de moins de 16 ans qui se trouve provisoirement dans l'incapacité de travailler par suite de maladie ou d'accident, et qui se voit par conséquent privée de revenus, peut solliciter une prestation maladie.

Ces dernières années, en Nouvelle-Zélande, on a de plus en plus mis l'accent, au niveau personnel, sur les politiques et programmes de protection sociale. En 1971 a été adoptée la loi relative au Département de la prévoyance sociale (Department of Social Welfare Act) portant création d'un organisme officiel chargé de s'occuper de tous les aspects de la prévoyance sociale.

C. DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT

1. Droit à une nourriture suffisante

Le droit à un niveau de vie suffisant, y compris notamment à une nourriture suffisante, est énoncé dans la législation sociale de la Nouvelle-Zélande qui accorde divers avantages aux personnes se trouvant dans une situation particulièrement difficile à un moment donné.

Il existe, en outre, une législation relative aux aliments et à la nutrition qui a pour objet de protéger la qualité des aliments. Le conditionnement, l'étiquetage, l'entreposage et la vente des substances toxiques sont très strictement réglementés.

La loi sur l'information du consommateur (Consumer Information Act) de 1969, qui est entrée en vigueur le 1er juin 1970, est fondée sur le principe selon lequel l'obligation de fournir des renseignements adéquats au consommateur est un moyen efficace d'encourager les commerçants à faire preuve d'honnêteté, et permet au consommateur de juger lui-même de la qualité, de la valeur et de l'efficacité de l'article qu'il est invité à acheter.

La loi en question contient des dispositions en vertu desquelles des renseignements plus complets doivent être fournis au consommateur sur les cinq points suivants :

- i) Les renseignements prescrits doivent être mentionnés sur les étiquettes apposées sur les articles.
- ii) Les renseignements indiqués sur les étiquettes ne doivent ni tromper le consommateur, ni l'induire en erreur.
- iii) Le conditionnement ne doit ni tromper le consommateur, ni l'induire en erreur.
- iv) La publicité faite pour la vente de l'article ne doit ni tromper le consommateur, ni l'induire en erreur.
- v) Toutes indications concernant les prix ne doivent ni tromper le consommateur, ni l'induire en erreur.

2. Droit à un vêtement et à un logement suffisants

Dans le cadre de la politique de logement des pouvoirs publics, la State Advances Corporation peut accorder des prêts aux collectivités locales pour la construction de maisons de retraite, de maisons rurales et de logements communautaires, ainsi que pour la rénovation urbaine. Cet organisme est également habilité à accorder des prêts pour la construction de logements destinés à la collectivité en général. Outre les facilités accordées par la State Advances Corporation, une aide est fournie en application de la politique de protection sociale, aux familles ayant des ressources limitées, pour leur permettre de se loger; cette aide consiste en avances sur les prestations familiales.

D'autres sources fournissent également une aide à différents groupes défavorisés; par exemple, le Board of Maori Affairs est habilité, en vertu d'une loi de 1935, à accorder une subvention aux Maoris et aux autres Polynésiens pour la construction de logements, y compris l'acquisition de terrains à construire, l'agrandissement ou la rénovation de bâtiments existants, et pour l'acquisition de maisons.

L'Etat construit des logements locatifs (maisons et appartements) depuis mars 1937. Ces logements sont loués aux intéressés en fonction de leurs revenus et de leurs besoins. En 1973, la limite imposée en ce qui concerne les revenus des demandeurs de logements a été supprimée et remplacée par un système de points traduisant les priorités.

En 1973, la loi relative à l'impôt sur la spéculation immobilière (Property Speculation Tax Act) a été adoptée pour décourager l'achat et la vente de terrains à des fins spéculatives. La loi prévoit l'imposition d'une taxe correspondant à 90 p. 100 des bénéfices réalisés, sauf si le terrain vendu était depuis au moins deux ans en la possession de son propriétaire. Des exceptions sont prévues pour le cas où le terrain est vendu pour des raisons autres que spéculatives.

Aux termes de la loi sur les travaux publics (Public Works Act) de 1928, le gouvernement est habilité à vendre des terrains devant être utilisés pour des travaux publics; il a récemment exercé ce droit pour acheter des terrains situés dans des zones urbaines ou à proximité afin de construire des logements à loyer modéré pour les personnes défavorisées.

3. Droit aux services sociaux nécessaires

Outre les services mentionnés ci-dessus, une assistance et des soins médicaux sont fournis depuis un certain nombre d'années, à divers groupes de la population, notamment aux enfants défavorisés sur le plan social, négligés par leurs familles ou délinquants, aux personnes invalides par suite de maladie, d'accident ou de blessures de guerre, aux enfants handicapés physiques ou mentaux, aux vieillards et aux personnes souffrant de maladies chroniques et aux mères allaitantes.

4. Droit à l'amélioration constante des conditions d'existence

Des exemples qui montrent que ce droit est reconnu en Nouvelle-Zélande ont déjà été cités dans d'autres sections traitant des conditions de travail (Industrial Relations Act), de la rémunération adéquate (General Wage Order Act), de la Sécurité sociale, de la réparation des accidents, des services sociaux et des services fournis aux consommateurs.

5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

Depuis quelques années, le public est de plus en plus conscient de la nécessité de préserver l'environnement, de recycler et de conserver les ressources. Parallèlement, les polluants résultant d'une industrialisation accrue, dont les effets se font sentir à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales, préoccupent de plus en plus l'opinion.

Diverses lois (soixante statuts ou règlements environ) habilitant le gouvernement central et les collectivités régionales à traiter des problèmes de l'environnement étaient déjà en vigueur avant le 1er juillet 1969. De nouveaux progrès ont été faits en ce qui concerne la préservation de l'environnement grâce à l'adoption de la loi sur l'air pur (Clean Air Act) de 1972 et de la loi sur la pollution du milieu marin (Marine Pollution Act) de 1974.

La loi sur l'air pur (Clean Air Act) vise à préserver la qualité de l'air et à diminuer la pollution. Pour atteindre ces objectifs, la loi oblige les occupants de tous locaux, à usage domestique ou industriel, à prendre des dispositions pour que tous les polluants provenant des locaux qu'ils occupent ne soient pas nocifs. Toute émission de substance dans l'atmosphère doit être réglementée par des dispositions très strictes.

Outre les pouvoirs généraux de réglementation conférés aux collectivités locales en vue de limiter la pollution atmosphérique, la loi prévoit que le Conseil local pourra demander au Gouverneur général de créer des zones de protection de la pureté de l'air. Un Ordre-en-Conseil pris aux termes de ces dispositions peut autoriser l'utilisation, dans ces zones protégées, de matériel utilisant du carburant en général, ou un type particulier de carburant; il peut autoriser l'utilisation d'un matériel fonctionnant avec un type particulier de carburant, en déterminer le mode d'utilisation et accorder certaines dérogations jusqu'à une date donnée.

La loi porte également création du Clean Air Council, organisme qui a pour principales fonctions :

- a) de faire des recommandations au Ministre de la santé sur les questions relatives à la prévention et au contrôle de la pollution atmosphérique;
- b) de faire des recommandations au Ministre, à sa demande, sur les questions relatives à l'exécution du mandat qui a été confié au Ministre en vertu de la loi.

La loi de 1974 sur la pollution du milieu marin (Marine Pollution Act 1974) a pour objet, entre autres, de faire appliquer les dispositions de cinq conventions internationales, à savoir la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, telle qu'elle a été modifiée en 1962; la Convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas

d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures; la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures; la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers par l'immersion de déchets et d'autres matières.

La première partie de la loi a trait à la prévention de la pollution. Elle comporte des dispositions visant à empêcher le déversement d'hydrocarbures ou d'autres polluants, ou à prendre les mesures nécessaires si un déversement se produit, et prévoit l'adoption d'une réglementation rendant obligatoire l'installation, sur les navires, de dispositifs empêchant ou réduisant les déversements ou les pertes d'hydrocarbures ou d'autres polluants dans la mer. Un système de permis a été créé en ce qui concerne l'immersion de tout déchet et matière.

La deuxième partie contient des dispositions concernant les accidents survenant dans les transports maritimes et d'autres types d'accidents de mer qui, en raison de la nature de l'accident même ou de la nature de la cargaison transportée, constituent une menace de pollution pour les eaux territoriales, les côtes ou les intérêts connexes de la Nouvelle-Zélande.

La troisième partie traite de la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution et prévoit notamment une responsabilité civile dans le cas des installations au large des côtes et des navires lorsque les dispositions de la Convention internationale sur la responsabilité civile ne sont pas applicables.

La quatrième partie porte sur les dédommagements et indemnisations supplémentaires qui seraient versés par un fonds international devant être créé en vertu de l'article 2 de la Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation visant à dédommager pleinement les victimes des dommages qui n'ont pu obtenir une indemnisation suffisante de l'armateur.

Conformément à la recommandation de la Conférence de 1970 sur l'environnement, un Conseil de l'environnement a été créé. Il est composé de spécialistes des questions de l'environnement qui sont donc en mesure d'exercer une influence considérable. Le Conseil comprend des représentants des disciplines ci-après : science, architecture, industrie et agriculture, ainsi que des représentants des pouvoirs publics à l'échelon régional, national et municipal et des représentants des ministères appropriés. Le Conseil se réunit tous les mois, ce qui lui permet de mener un programme permanent d'enquêtes et de recherches ayant trait à la préservation et à l'amélioration de la qualité de l'environnement, et de passer en revue les politiques et les mesures et ressources permettant de les appliquer. Le Conseil donne des avis au Ministre de l'environnement de façon à harmoniser les objectifs du développement et ceux de la préservation de l'environnement. La Commission de l'environnement, qui est l'homologue du Conseil au gouvernement, s'occupe également des questions relevant du nouveau Ministère de l'environnement. Après avoir pris conscience de l'opposition entre les objectifs visés dans le domaine de l'économie et dans celui de l'environnement, le gouvernement a créé, en 1972, un Comité consultatif sur l'utilisation des terres (Land Use Advisory Council), chargé de fixer des critères permettant de prendre des décisions rationnelles en ce qui concerne l'utilisation des terres. Ce Comité doit tenir compte de facteurs physiques, écologiques, économiques, sociaux et de ceux qui ont

trait à l'environnement, et déterminer par quels moyens les définir de façon plus précise. Les décisions que prendra le Comité doivent permettre essentiellement d'utiliser rationnellement les terres appartenant à l'Etat, mais on espère qu'elles contribueront également à faciliter la tâche de tous ceux qui doivent prendre de telles décisions.

D. DROIT A LA JOUISSANCE DU MEILLEUR ETAT DE SANTE PHYSIQUE ET MENTALE POSSIBLE

En Nouvelle-Zélande, depuis longtemps, les soins médicaux dans presque tous les domaines sont gratuits ou subventionnés par l'Etat et des prestations sont versées pour tout traitement médical administré par des médecins généralistes. En vertu de la deuxième partie de la loi de 1964 sur la sécurité sociale (Social Security Act), qui a trait à ces prestations et dont l'application relève du Département de la santé, toutes les personnes résidant habituellement en Nouvelle-Zélande ont droit à des prestations couvrant les soins médicaux, l'achat des médicaments, les frais d'hôpital et d'autres prestations connexes. Les pouvoirs publics et les collectivités locales, les médecins ayant une clientèle privée, le personnel paramédical, les organismes de bienfaisance, les organisations religieuses et les particuliers ont tous leur rôle à jouer dans le domaine de la santé et le Gouvernement prodigue ses encouragements, fournit une aide financière et assume la responsabilité générale de ce domaine.

1. La diminution de la mortinatalité et de la mortalité infantile ainsi que le développement sain de l'enfant

Le Département de la santé est responsable de l'hygiène maternelle et infantile. Ainsi, il est chargé de délivrer les autorisations nécessaires aux maternités, d'en surveiller le fonctionnement, d'assurer la surveillance médicale des jeunes enfants et des enfants d'âge préscolaire ou scolaire, l'inspection des écoles et des garderies ou crèches et l'immunisation des jeunes enfants contre les maladies épidémiques.

En Nouvelle-Zélande, le taux de mortinatalité et de mortalité infantile est déjà l'un des plus bas du monde et on s'efforce de le réduire encore en appliquant soigneusement la politique adoptée depuis longtemps déjà dans ce domaine.

2. L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

Le Département de la santé et les collectivités locales s'occupent des questions relatives à l'adduction d'eau, au traitement et à l'évacuation des eaux usées, à l'hygiène alimentaire et aux normes de logement. Leurs objectifs consistent à assurer la salubrité du milieu en appliquant les principes de médecine préventive. Le Département de la santé est également chargé, en collaboration avec le Département du travail, de veiller sur l'hygiène des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Ces deux Départements coopèrent en ce qui concerne la prévention des accidents et les conditions d'utilisation des produits chimiques dans l'agriculture. Le Département du travail appelle l'attention du personnel médical, qui est chargé depuis 1957 de l'hygiène du travail, sur toute question qui se pose aux inspecteurs du travail. Les efforts conjoints des deux Départements portent sur les problèmes ci-après : le licenciement de travailleurs pour des raisons de santé, l'agrément de types de masques respiratoires et appareils de protection analogues, la surveillance médicale des travailleurs et les normes minima concernant l'équipement des postes de premier secours.

Les parties A (par. 2) et C (par. 5) de la section III traitent d'autres aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène du travail.

3. La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres ainsi que la lutte contre ces maladies

Etant donné qu'en application de la loi les cas de maladies épidémiques doivent être signalés et que les malades doivent être isolés en vue d'être traités, des fléaux comme le choléra, la variole et le typhus ont pratiquement disparu en Nouvelle-Zélande. Des campagnes intensives de vaccination des écoliers ont également permis d'éliminer des maladies comme la poliomyélite et la dysphérie. L'amélioration du niveau de vie, les vaccinations et les services de pédiatrie ont contribué à éliminer la tuberculose qui est très rare.

4. La création de conditions propres à assurer à tous les services médicaux et une aide médicale en cas de maladies

Les paragraphes 3 et 4 de la section III ci-dessus traitent de cet aspect.

E. DROIT DES FAMILLES, DES MÈRES ET DES ENFANTS A UNE PROTECTION ET A UNE ASSISTANCE

1. Droit de la famille à une protection et à une assistance

Outre un régime complet de sécurité et de protection sociales, il existe en Nouvelle-Zélande un ensemble de lois destinées à soutenir, renforcer et protéger la famille. Les plus importantes, qui datent d'avant juillet 1969, sont le Domestic Proceedings Act de 1968 et le Matrimonial Proceedings Act de 1963. Les familles qui connaissent des difficultés financières peuvent avoir recours à un certain nombre de plans destinés à maintenir le revenu, alors que les services d'aide familiale, soit subventionnés par l'Etat, soit bénévoles, assurent la protection de l'enfant, la santé familiale et l'orientation nuptiale.

2. Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale, y compris le droit à bénéficier de services de garde des enfants leur permettant de poursuivre leur carrière

Depuis un certain nombre d'années, les médecins ont dispensé des soins prénatals, néonataux et postnatals en vertu de la loi sur la sécurité sociale. Des dispensaires gratuits de soins prénatals existent à côté de toutes les maternités publiques. On met également en place un réseau de cours prénatals. Dans le cas de femmes résidant loin des grandes villes, les soins prénatals sont dispensés par des infirmières publiques employées par le Ministère de la santé ou par les infirmières de district.

3. Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

La seule loi importante concernant la protection de l'enfance qui ait été promulguée au cours de la période à l'étude est le Status of Children Act de 1969, dont nous parlons à la section IV du présent rapport.

Toutefois, le 1er août 1973, une nouvelle législation est entrée en vigueur qui modifie sur plusieurs points la structure administrative des camps sanitaires destinés aux enfants. Ces camps conserveront les fonctions et les objectifs définis aux termes du Health Camp Act de 1972. Créés à l'origine pour permettre aux enfants appartenant aux groupes économiquement faibles de rétablir leur santé rapidement, ces camps présentent maintenant l'intérêt de permettre aux enfants d'échapper aux tensions que

leur impose leur milieu quotidien pour vivre dans une atmosphère détendue où le régime alimentaire équilibré s'accompagne d'une réglementation raisonnable et d'un enseignement de rattrapage.

Comme nous l'avons dit à la section III B, la loi de 1971 sur le Département de la prévoyance sociale a été adoptée pour assurer la coordination et la direction efficace de tous les organismes de protection sociale au sein d'un même ministère. L'un des rôles principaux de ce Département est de faire respecter le Child Welfare Act de 1925 dont l'objectif est d'assurer aux enfants placés sous la protection de l'Etat de meilleurs moyens de subsistance, de meilleurs soins et une meilleure orientation et, en général, de protéger et de former les enfants indigents, négligés et délinquants.

Le Age of Majority Act de 1970 fixe à vingt ans l'âge de la majorité.

4. Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances

En Nouvelle-Zélande, la planification de la famille est considérée officiellement comme une mesure qui relève du domaine de la santé; elle se pratique sur une grande échelle, de façon purement volontaire, depuis de nombreuses années. Si l'Etat verse des prestations médicales ordinaires pour les consultations relatives à la planification de la famille, chaque intéressé assume normalement les frais supplémentaires de visite aux médecins et aux spécialistes. L'achat de contraceptifs est également à la charge de l'intéressé. Les dispensaires se multiplient progressivement en Nouvelle-Zélande et, bien que les consultations ne soient pas entièrement gratuites, nul ne se voit refuser une assistance parce qu'il n'est pas en mesure de payer. Ayant reconnu qu'il était souhaitable d'informer la population sur les méthodes de planification de la famille, le gouvernement, au cours des dernières années, a chargé les agents du Département de sa santé non plus seulement de jouer un rôle éducatif, mais aussi de participer activement au fonctionnement des dispensaires des associations pour la planification de la famille. Les comités de gestion des hôpitaux sont également encouragés à ouvrir des dispensaires qui fournissent des services gratuits au public et, en même temps, permettent aux médecins et aux infirmières de se perfectionner dans le domaine de la planification de la famille.

F. DROIT A L'EDUCATION

1. Droit à l'enseignement primaire gratuit

En Nouvelle-Zélande, depuis 1877, les enfants âgés de 5 à 15 ans ont droit à l'éducation gratuite sans distinction de race. La loi de 1964 sur l'éducation prévoit l'enseignement gratuit et laïc dans les écoles publiques primaires et secondaires pour les enfants âgés de 5 à 19 ans et l'éducation obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 15 ans, sauf exemption formelle en vertu de l'article 109 de la loi.

2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite

Les programmes d'éducation secondaire offerts aux enfants en Nouvelle-Zélande ont eu tendance, dans l'ensemble, à se concentrer sur certains sujets principaux comme l'anglais, les mathématiques, les sciences sociales et naturelles, la musique et les arts. Il existe également des services d'orientation professionnelle aux niveaux secondaire et tertiaire.

Après la suppression, en 1936, de l'examen de connaissances générales, l'accès à l'éducation secondaire n'a plus présenté aucun obstacle. Depuis quelques années déjà, l'entrée à l'université ne dépend plus nécessairement des résultats d'un examen et, depuis 1968, le critère est la réussite dans certaines matières plutôt que l'obtention d'un certificat scolaire général. On a tendance à supprimer les examens nationaux qui classifient les aptitudes de l'étudiant de façon rigide et arbitraire et à confier aux professeurs le soin de faire une évaluation plus personnelle.

L'enseignement universitaire est dispensé en vertu de la loi de 1961 sur les universités et les étudiants bénéficient de bourses et d'allocations dont le montant varie selon leurs aptitudes et leurs besoins.

3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

Tous les parents ont le devoir de permettre à leurs enfants de recevoir une éducation, mais ils peuvent toutefois en choisir le type. Outre les écoles publiques primaires et secondaires où les enfants ont droit à l'éducation gratuite, les parents peuvent également inscrire leurs enfants dans des écoles privées agréées aux termes de la loi de 1964 sur l'éducation.

L'Etat fournit aux écoles confessionnelles, au même titre qu'aux écoles publiques primaires et secondaires, une aide pour l'achat de matériel essentiel et pour couvrir certaines dépenses de fonctionnement. La loi de 1962 autorise l'instruction religieuse dans les écoles primaires de l'Etat, selon des modalités souples et à raison d'une demi-heure par semaine, mais cette instruction n'est pas obligatoire.

Des écoles privées peuvent être créées sur demande adressée au Directeur général de l'éducation et, lorsque ce dernier s'est assuré que les locaux, le personnel, le matériel et les programmes sont adéquats, ces écoles sont soumises aux mêmes normes d'enseignement et au même régime d'inspection que les écoles publiques.

C. DROIT DE PARTICIPER LIBREMENT A LA VIE CULTURELLE

1. Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

Les Néo-Zélandais considèrent qu'ils disposent naturellement du droit à participer librement à tous les domaines de la vie et de la culture du pays. En 1971, ce droit généralement reconnu a fait l'objet d'une nouvelle disposition, ajoutée à la loi sur les relations raciales, visant à protéger, entre autres, le droit à bénéficier de diverses formes de culture grâce à la libre création d'associations culturelles; toute discrimination fondée sur la couleur, la race ou les origines ethniques ou nationales a été interdite en ce qui concerne :

- a) L'accès du public aux lieux, aux moyens de transport et aux services;
- b) La fourniture de biens et de services;
- c) L'emploi;
- d) Les terrains, le logement et autres facilités.

L'article 9 de la loi sur les relations raciales stipule toutefois qu'un acte commis en violation des dispositions ci-dessus n'est pas considéré comme une infraction si :

- a) L'action ou l'omission est commise de bonne foi, dans le but de défendre ou de promouvoir certaines personnes ou certains groupes de personnes ou des personnes de couleur, de race et d'origine ethnique ou nationale particulière;
- b) Ces groupes de personnes ont besoin d'être aidés dans leur progrès afin de s'assurer une place égale à celle des autres membres de la communauté, ou si on peut raisonnablement supposer que tel est le cas.

Le Gouvernement néo-zélandais s'efforce non seulement de préserver les droits culturels, mais également d'encourager le développement d'une société culturellement riche. On soutient que si les Néo-Zélandais ne s'efforcent pas de préserver leur patrimoine d'origine à la fois européenne, polynésienne et asiatique, leur identité nationale propre risque d'être menacée par la culture internationale commercialisée.

Bien que l'enseignement soit dispensé exactement dans les mêmes conditions aux enfants appartenant aux différents groupes de la communauté, on s'efforce de faire en sorte que l'égalité dans l'éducation ne signifie pas l'uniformité. Au début des années 30, la tendance de l'éducation qui consistait à créer une société uniformément "européenne" a été radicalement abandonnée. A l'heure actuelle, tous les efforts sont déployés pour encourager la population à prendre conscience et à être fière de la culture maorie en introduisant dans les programmes scolaires l'étude de la culture et de l'histoire maories. Simultanément, il apparaît nécessaire de préparer les enfants maoris et les autres enfants polynésiens au rôle qu'ils devront jouer dans une société multiraciale.

Avec la création en 1961 de la Fondation pour l'éducation maorie, les autorités se sont davantage efforcées d'encourager les Maoris à profiter des possibilités d'éducation offertes.

L'idée selon laquelle les Néo-Zélandais ont tout à gagner de la pluralité des cultures a provoqué un élan d'intérêt pour la culture et l'héritage polynésiens, en particulier maoris. Par exemple, la langue maorie a suscité un tel intérêt qu'elle est maintenant enseignée dans les universités, davantage d'émissions de radio et de télévision sont présentées en langue maorie et l'on a proposé de l'enseigner comme deuxième langue dans toutes les écoles secondaires. En outre, le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi visant à accorder le statut officiel à la langue maorie, statut réservé jusqu'à présent à l'anglais.

Autre preuve du désir de préserver l'héritage polynésien de la Nouvelle-Zélande, la législation dont le Parlement est actuellement saisi stipule que tous les objets d'art maoris découverts en Nouvelle-Zélande après le 1er février 1975 seront propriété de l'Etat; seul le Secrétaire aux affaires intérieures peut autoriser l'exportation de ces objets; la propriété des objets d'art maoris sera établie et enregistrée; ces objets ne pourront être vendus qu'à des collectionneurs agréés, aux musées publics, aux commissaires-priseurs autorisés ou aux commerçants d'objets d'occasion.

Le gouvernement a créé le Conseil des arts pour aider les auteurs dramatiques, les peintres, les sculpteurs et les artistes de la scène et de l'écran. Les subventions que le Conseil verse pour la représentation de ballets, d'opéras et de pièces de théâtre permettent à une plus large part du public de profiter de ces activités culturelles. Le Conseil offre également son aide à des associations cinématographiques, à une conférence d'écrivains et d'artistes maoris, aux festivals d'art polynésien, aux revues littéraires, aux publications en langue maorie, aux galeries d'art et aux centres culturels. Il soutient également dans leurs tournées les artistes étrangers qui, à son avis, peuvent apporter une contribution de valeur à la culture néo-zélandaise. Le Conseil se consacre actuellement à la publication de livres qui constitueront un recueil précieux des créations artistiques indigènes de Nouvelle-Zélande. La politique a commencé à évoluer sensiblement en 1973 lorsque le State Lottery Board, sur la recommandation du Conseil, a versé une subvention d'environ 300 000 dollars aux salles de concert, aux théâtres et aux musées.

2. Droits à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

En 1973, avec l'instauration de subventions prélevées sur le Fond littéraire de l'Etat, le droit a été reconnu aux auteurs néo-zélandais de tirer avantage du fait que leurs ouvrages étaient déposés dans les bibliothèques publiques. Pour obtenir cette subvention, l'auteur doit avoir résidé plus de deux ans en Nouvelle-Zélande et plus de 50 exemplaires de son ouvrage doivent être en dépôt dans ces bibliothèques. Les allocations sont calculées d'après le nombre d'exemplaires en circulation.

Avant 1969, la loi de 1962 sur le droit d'auteur et la loi de 1953 sur les marques de fabrique assuraient la protection des intérêts découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique. Ces lois ont refondu la législation précédente concernant les marques de fabrique et les droits d'auteur, qui existait depuis 1908.

La loi de 1962 sur le droit d'auteur prévoit la protection des ouvrages originaux et accorde le droit exclusif, sur demande, de prendre certaines mesures concernant ces ouvrages ou d'autoriser d'autres personnes à les prendre. Le droit d'auteur peut porter sur les ouvrages littéraires, dramatiques, musicaux et artistiques, sur les enregistrements sonores, les émissions de télévision et radiodiffusées, les films cinématographiques et les éditions publiées des ouvrages. Il existe certaines exceptions, par exemple en faveur des bibliothèques, des universités et des écoles.

En vertu de la loi de 1908 sur les marques de fabrique, deux types de marques peuvent être déposés, donnant naissance à des droits différents dans les deux cas. Le registre dans lequel est consignée la propriété des marques comporte donc une rubrique A et une rubrique B.

Lorsqu'une personne dépose une marque sous la rubrique A, elle obtient le droit exclusif d'appliquer la marque de fabrique aux produits en question. On considère que ce droit est violé par toute personne qui n'est pas le propriétaire de la marque de fabrique, ni autorisée à utiliser cette marque, si celle-ci emploie une marque identique ou si étroitement ressemblante qu'il risque d'y avoir confusion lorsque le produit est commercialisé.

Pour qu'une marque de fabrique puisse être déposée sous la rubrique A, il faut que l'une des conditions suivantes soit remplie:

- a) Le nom de la société, du particulier ou de l'entreprise doit être enregistré sous une forme spéciale.
- b) La marque doit inclure dans son libellé le nom de la personne qui la dépose ou celui d'un prédécesseur dans l'affaire.
- c) La marque doit inclure un ou plusieurs mots inventés.
- d) La marque doit inclure un ou plusieurs mots n'ayant aucun rapport direct avec la nature ou la qualité des produits et qui ne sont pas, au sens ordinaire, un nom géographique ou un nom patronymique.
- e) La marque doit présenter une caractéristique distincte.

Lorsque la marque est déposée sous la rubrique B du registre, le propriétaire dispose des mêmes droits que ceux qui sont énumérés ci-dessus pour la **rubrique A**. Toutefois, certains recours en justice que permet le dépôt de la marque sous la rubrique A n'existent pas si le défendeur peut prouver que l'acte invoqué par le plaignant n'a pas tendance à tromper ou à induire en erreur ou à être considéré comme signe qu'au cours de la commercialisation il existe un lien entre les produits en question et une personne quelconque ayant le droit, à titre de propriétaire ou d'usager agréé, d'employer la marque de fabrique.

Pour qu'une marque de fabrique puisse être déposée sous la rubrique B, elle doit permettre de distinguer entre les produits étant ou pouvant être contrôlés par le propriétaire de la marque et les produits ne se trouvant pas sous son contrôle. Lorsqu'on détermine ce point, il faut considérer la mesure dans laquelle :

- a) La marque de fabrique comporte par elle-même une possibilité de distinction;
- b) La marque de fabrique comporte une possibilité de distinction due en fait à son utilisation ou à toute autre circonstance.

IV. MESURES PRISES EN VUE D'ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS MENTIONNES SOUS LA RUBRIQUE III, SANS DISTINCTION AUCUNE

Par suite d'une répartition exceptionnellement régulière de la richesse et des ressources en Nouvelle-Zélande, ainsi que de l'homogénéité de la structure sociale, il n'avait pas été jugé utile, ni souhaitable, par le passé, de codifier le comportement social. Toutefois, pour éviter toute manifestation éventuelle de discrimination à l'égard des minorités, une législation a été promulguée afin de garantir les droits des groupes minoritaires.

On mentionnera à titre d'exemple le Status of Children Act de 1969, qui vise à remédier à l'attitude adoptée à l'égard d'une situation particulière par certaines catégories de la société, attitude qui traduisait une mentalité rétrograde par rapport aux normes souhaitables énoncées dans l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Cette loi qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1970 a abrogé, à quelques exceptions près portant sur la compétence, la procédure ou les modes de preuve, le statut juridique attaché à la naissance illégitime et a supprimé le terme "illégitime" de la législation néo-zélandaise, partant du principe que les conditions de sa naissance ne sauraient par elles-mêmes justifier pour l'enfant aucune discrimination de droit ou aucune incapacité juridique.

Le Race Relations Act a été promulgué en 1971. Cette loi a pour objet d'assurer à tous les citoyens, indépendamment de leur couleur, de leur race ou de leurs origines nationales, le droit d'accès à tous lieux, moyens de transports, installations, services, emplois, terres, logements et autres facilités, et d'interdire toute publicité qui pourrait être normalement considérée comme une incitation à la discrimination raciale.

Pour faciliter l'application de cette loi, un poste de Race Relations Conciliator (arbitre des relations interraciales) a été créé. Le Conciliator a essentiellement pour fonction d'enquêter, soit de sa propre initiative, soit comme suite à une plainte, sur tout acte, toute omission ou toute pratique qui contrevient ou semble contrevir aux dispositions des articles 3 à 7 du Race Relations Act. (Ces articles concernent l'incitation à la discorde, à la discrimination dans l'emploi, dans l'accès aux lieux publics, etc., dans la fourniture de marchandises ou de services, le logement et autres facilités). En outre, le Conciliator doit faire office d'arbitre lorsqu'il s'avère que de tels actes, de telles omissions et de telles pratiques ont été commis, et prendre en conséquence les mesures prévues par la loi.

Si l'enquête sur la plainte fait apparaître qu'une infraction a été commise, le Conciliator s'efforce de parvenir à un règlement entre les parties intéressées et d'obtenir l'assurance que le comportement qui a fait l'objet de la plainte ne se reproduira plus. S'il ne peut y parvenir, une procédure civile peut être entamée contre le contrevenant. Si le tribunal est convaincu qu'il y a eu infraction aux dispositions de la loi, il peut :

- a) Déclarer que le défendeur est reconnu coupable d'infraction à la loi;
- b) Enjoindre à ce dernier de s'abstenir dorénavant de contrevir à la loi et de récidiver;

- c) Accorder au demandeur des dommages calculés en fonction des pertes pécuniaires subies et des frais encourus, de tout manque à gagner ou de toute humiliation infligée, atteinte à la dignité ou aux sentiments du demandeur;
- d) Déclarer illégal tout contrat conclu ou exécuté qui contreviendrait à une disposition des articles 3 à 7 de la loi;
- e) Accorder réparation au demandeur conformément à la loi sur les contrats illégaux; ou
- f) Accorder au demandeur toute autre réparation que le tribunal jugera équitable.

La loi prévoit aussi qu'une amende d'un maximum de 400 dollars pourra être imposée à quiconque aura été reconnu coupable, comme suite à une procédure pénale, d'avoir interdit à certaines personnes uniquement pour des motifs de race, de couleur, ou d'origine ethnique ou nationale l'accès à des installations et à des services publics. Toute personne convaincue d'avoir incité à la discorde raciale en publiant ou distribuant des écrits ou en diffusant sur les ondes des messages menaçants, abusifs ou insultants, ou d'avoir proféré, en quelque lieu que ce soit, des paroles susceptibles de susciter l'hostilité, la malveillance, le mépris à l'égard d'une catégorie quelconque d'individus en Nouvelle-Zélande, ou encore de les ridiculiser, sous prétexte de couleur, de race ou d'origine ethnique ou nationale, peut être punie d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois mois ou d'une amende.

Aux fins visées qui consistent à prévenir tous actes et tous comportements de caractère discriminatoire pour des motifs raciaux ou ethniques, la loi stipule en outre qu'en matière de mariage, toutes restrictions, verbales ou consignées par écrit à cet effet, sont nulles et sans effet.

V. DIFFICULTES RENCONTREES POUR ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS
MENTIONNES SOUS LA RUBRIQUE III CI-DESSUS ET METHODES ET
MESURES ADOPTÉES POUR SURMONTER CES DIFFICULTES

Comme nous l'avons indiqué dans le rapport de fond figurant sous la rubrique III A ci-dessus, en théorie, la seule limitation apportée au choix d'un emploi est le niveau de qualification du candidat. En pratique, il se peut que les employeurs se montrent peu enclins, par exemple, à engager une personne approchant l'âge de la retraite, ce qui obligerait à pourvoir à son remplacement dans quelques années. Les femmes en âge d'avoir des enfants peuvent se trouver limitées dans leur choix pour des raisons analogues. Toutefois, il est difficile d'évaluer précisément dans quelle mesure une discrimination s'exerce à l'égard de certains groupes sociaux. D'une manière générale, la Nouvelle-Zélande souffre d'une pénurie chronique de main-d'oeuvre et les difficultés auxquelles elle doit faire face en matière d'emploi proviennent bien davantage du fait que l'offre surpasse la demande que du chômage. On peut dans bien des cas considérer que la nécessité de donner un préavis de congédiement est injuste à l'égard de l'employeur dans les cas où celui-ci ne peut exercer aucun recours contre les employés peu sûrs.

Lorsque les autorités néo-zélandaises compétentes en matière de législation du travail ont examiné la loi de 1960 sur l'égalité de rémunération dans les services publics, elles ont constaté que celle-ci présentait quelques lacunes par comparaison avec la loi de 1972 sur l'égalité de rémunération. Dans la première, les termes "salaires" ou "traitement" ne sont pas adéquatement définis, l'égalité de rémunération ne s'appliquant qu'aux salaires ou traitement de base, et les prestations supplémentaires telles qu'indemnités, commissions et primes n'étant pas prises en compte.

L'Industrial Relations Act de 1973 a reconnu que la législation antérieure ne tenait pas complètement compte du fait que les relations professionnelles ne peuvent être dissociées de l'ensemble de l'évolution sociale et économique, et que dans des circonstances où le marché du travail est tendu, il ne suffit pas que les intérêts respectifs de l'employeur et du syndicat soient garantis pour que l'intérêt public soit sauvegardé. Cette loi tient également compte du fait que l'interruption des communications entre les parties à un conflit empêche le plus souvent d'aboutir à une solution satisfaisante de part et d'autre. Il faudrait que les parties puissent recourir à cette fin à des négociateurs compétents et qu'une procédure simple leur permette de présenter facilement leurs revendications pour qu'elles puissent être rapidement réglées.

En 1969 la Commission d'enquête sur la sécurité sociale a examiné la situation de certaines catégories minoritaires de personnes défavorisées, sur le plan social ou économique, dans la société néo-zélandaise. On s'est aperçu que bien que les personnes appartenant à ces catégories, notamment les parents sans soutien, les mères célibataires, les femmes abandonnées et les épouses de malades mentaux avaient pu bénéficier de secours d'urgence en vertu de la législation antérieure, ces avantages ne leur étaient pas reconnus de droit, et qu'il arrivait fréquemment que ces personnes ne sachent pas qu'elles étaient habilitées à bénéficier d'une assistance de l'Etat. En conséquence, aux termes du Domestic Purposes Act de novembre 1973, ces avantages leur ont été garantis de droit.

En Nouvelle-Zélande, où les services de santé et de protection sociale sont très développés, les taux de mortalité infantile sont faibles; néanmoins, les statistiques indiquent qu'il est possible de progresser encore dans ce domaine. Les progrès ont été satisfaisants en ce qui concerne le taux de mortalité périnatale relévant d'une part, l'aptitude des mères à procréer et, d'autre part, la qualité des soins obstétriques. Dans ce domaine, la Nouvelle-Zélande est très près des résultats obtenus dans les pays scandinaves. Ces améliorations sont dues essentiellement au relèvement des normes en matière de soins obstétriques et pédiatriques pendant la période néonatale. Toutefois, un examen des taux de mortalité post-néonatale montre clairement que le retard de la Nouvelle-Zélande provient après la sortie de l'hôpital du milieu environnant et de la qualité des soins donnés par certains parents mal préparés à leur rôle qui ne sont pas satisfaisants. Les décès dans ce groupe d'âge sont dûs généralement à des maladies épidémiques, des gastro-entérites, des infections des voies respiratoires et des accidents.

La famille se ressent également du fait que les femmes ont tendance à retourner au travail très jeunes, en particulier dans le cas des femmes maories qui ont généralement leurs enfants plus tôt que les Européennes. Les répercussions s'en font d'autant plus sentir que les enfants sont en bas âge ou que la mère travaille entre ses grossesses par nécessité. La fertilité précoce des femmes polynésiennes combinée aux fortes contraintes qu'impose l'urbanisation est une cause d'inquiétude car les problèmes sanitaires et sociaux sont associés là à une immaturité physique et émotionnelle.

Il importe de développer largement les services de protection infantile afin que les femmes puissent plus facilement choisir le rôle qu'elles souhaitent jouer dans la société et que le bien-être de la famille s'en trouve renforcé. On ne considère plus comme avant que l'éducation des filles doit tendre principalement à les préparer à leur rôle d'épouse et de mère; on admet au contraire qu'il importe de tirer tout le parti possible des chances égales qui sont offertes en matière d'éducation. On a de plus en plus tendance à reconnaître l'importance des liens personnels dans le processus éducatif. Des cours traitant de la structure et de la vie de la famille contemporaine devraient être prochainement introduits dans les programmes des établissements secondaires.

La planification familiale est maintenant largement acceptée, mais n'est pas encore généralement pratiquée. Dans certains cas, c'est le coût qui fait obstacle, dans d'autres une tradition culturelle ou des convictions religieuses, ou bien encore le fait que certains n'utilisent pas les services disponibles parce qu'ils n'y pensent pas, n'en voient pas l'utilité ou n'en comprennent pas la nécessité.

L'enseignement gratuit et obligatoire a suscité de nombreux problèmes qui se résolvent avec le temps. Les ressources consacrées à l'éducation ont été en particulier de plus en plus sollicitées pour faire face aux besoins en matière de logement, de personnel et de matériel. Des problèmes d'un autre ordre se sont posés lorsqu'on est passé du système rigide de l'enseignement traditionnel à des formes d'enseignement plus libérales; on s'efforce de faire face à ces problèmes en procédant à une refonte importante des programmes et en s'efforçant de recycler les enseignants tout en maintenant les normes appliquées à l'entrée dans la profession.

Des mesures ont été prises pour éviter que les enfants de certaines catégories sociales ne soient désavantagés en quelque manière que ce soit. Les enfants vivant dans des communautés rurales isolées reçoivent un complément d'instruction par correspondance et bénéficient de bourses d'internat qui leur permettent de suivre les cours dispensés par les établissements d'enseignement secondaire de la ville ou du district. Des mesures plus radicales ont été nécessaires dans les territoires insulaires afin d'éviter que la population locale ne se trouve coupée de la source vivifiante de sa propre culture avant d'avoir pu dépasser un stade de compréhension superficielle de la société européenne.

En ce qui concerne la question de la participation à la vie culturelle, la difficulté ne provient pas, la plupart du temps, des atteintes qui pourraient être portées à ce droit, mais plutôt de ce que les Néo-Zélandais n'ont pas pleinement conscience de ce qu'il représente ni des nombreux domaines qui s'offrent à eux à cet égard.

Le seul problème sérieux qui se soit posé en matière de protection du droit d'auteur, au cours des dernières années, a été de savoir jusqu'à quel point l'on pouvait diffuser des écrits reproduits sous la forme de photocopie. Ce problème est issu de la difficulté que l'on éprouve à obtenir un nombre suffisant d'exemplaires de manuels d'études destinés aux universités, pendant la période limitée des études. Cette question a fait l'objet de débats publics considérables, et il est maintenant généralement admis que certaines modifications doivent être apportées à la législation sur le droit d'auteur.

Maintenant que les écoles maories, créées initialement pour faciliter aux Maoris le passage d'une société rurale maorie à une société complexe de type européen, sont intégrées au système d'enseignement national, il est plus facile de prendre des mesures pour résoudre les problèmes de langue et de motivations. En mettant l'accent sur l'égale importance des valeurs maories, on permet à l'enfant de concilier plus facilement les différences culturelles qu'il perçoit entre la maison et l'école, en même temps qu'on lui apprend à apprécier ces valeurs. (Pour l'analyse de cette question, voir rubrique III G). Toutefois, le besoin se fait encore sentir de recruter des enseignants maoris pour les régions dans lesquelles le désir de s'identifier pleinement à une nation néo-zélandaise, dont la culture et la tradition maories constitueraient un des traits particuliers, n'est pas pleinement ressenti.